

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
63^e séance
tenue le
mercredi 8 avril 1992
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 63^e SEANCE

Président : M. MUNTASSER (Jamahiriya arabe libyenne)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE
BIENNAL 1992-1993 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
A/46/L.57/Rev.1 concernant le point 137 de l'ordre du jour

QUESTIONS DIVERSES

12 p.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2 750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/46/SR.63
2 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

92-55583 2136S (F)

/...

La séance est ouverte à 10 h 35.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 concernant le point 137 de l'ordre du jour (A/C.5/46/83)

1. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) indique que le Comité consultatif a examiné l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/46/L.57/Rev.1, présenté dans le document A/C.5/46/83. L'application du projet de résolution, dont le texte révisé ne contient pas de modifications de fond, entraînerait trois changements importants concernant les organes existants.
2. Le premier consisterait à transformer le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement et son organe subsidiaire, le Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement, en une commission technique du Conseil économique et social. Cette nouvelle commission, la Commission de la science et de la technique au service du développement, se composerait de 53 membres et tiendrait une session de deux semaines tous les deux ans. L'ONU prendrait en charge les frais de voyage d'un représentant de chacun des Etats Membres participant à la nouvelle commission. Le Comité consultatif note que les frais de voyage pour une session à tenir durant l'exercice biennal 1992-1993 sont estimés à 175 000 dollars.
3. Le Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement ne se réunira pas au cours de l'exercice 1992-1993. Pour remplacer la réunion d'une semaine qui devait se tenir au Burundi en mai 1992, le Secrétariat a l'intention de convoquer une réunion spéciale d'experts qui aurait également lieu au Burundi en mai 1992. Cette réunion, dont le coût serait inférieur à celui de la réunion du Comité consultatif, serait financée au moyen des crédits ouverts au chapitre 18 du budget-programme de 1992-1993 et notamment, au besoin, par un transfert de ressources à l'intérieur de ce chapitre. Le coût effectif serait communiqué à l'Assemblée générale dans le cadre du premier rapport sur l'exécution du budget de 1992-1993.
4. Le Comité consultatif relève, dans le projet de résolution, que la nouvelle commission examinerait à sa première session la question des dispositions financières et les modalités selon lesquelles seraient organisés des groupes d'étude ou groupes de travail spéciaux qui se réuniraient entre les sessions. Il ressort du paragraphe 8 du document A/C.5/46/83 que le montant estimatif des ressources nécessaires à la Commission en 1992-1993 ne comprend aucun crédit pour ces réunions. Le Comité consultatif considère que toute dépense à ce titre devrait être signalée à l'Assemblée générale dans le contexte du rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice en cours.

/...

(M. Mselle)

5. Le deuxième changement prévu dans le projet de résolution concerne la restructuration du Comité des ressources naturelles, qui est actuellement composé de 54 membres représentant leurs gouvernements. Aux termes du projet de résolution, le Comité des ressources naturelles restructuré serait composé de 24 experts désignés par leurs gouvernements et siégeant à titre individuel. Les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de chaque membre du Comité, soit au total un montant estimatif de 147 000 dollars pour l'exercice biennal, seraient à la charge de l'ONU.

6. Le troisième changement prévu dans le projet de résolution consiste à transformer le Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui est composé de représentants des gouvernements de tous les Etats Membres, en Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, composé de 24 experts désignés par leurs gouvernements et siégeant à titre individuel. Les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du Comité seraient à la charge de l'ONU. Le nouveau comité assumerait la partie du mandat actuel du Comité des ressources naturelles qui a trait à l'énergie. La prochaine réunion du nouveau comité aurait lieu au cours de l'exercice biennal 1994-1995.

7. Au paragraphe 6 de l'état qu'il a présenté, le Secrétaire général indique que le coût total des services de conférence nécessaires pour la session de la nouvelle Commission de la science et de la technique au service du développement et du Comité des ressources naturelles restructuré s'élèverait à 992 000 dollars. Ces dépenses seraient couvertes par les crédits ouverts au chapitre 32 du budget-programme. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution, les changements apportés aux prévisions budgétaires seraient indiqués dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice en cours. Le Comité consultatif n'est pas opposé à cette manière de procéder. Il rappelle toutefois qu'à son avis, il reste encore à éliminer diverses anomalies touchant le paiement d'indemnités de subsistance aux membres de certains organes et organes subsidiaires. En conséquence, comme il l'indique dans son rapport A/46/748, le Comité présentera à l'Assemblée, à sa quarante-septième session, ses observations et recommandations sur la question lorsqu'il aura reçu le rapport demandé contenant un réexamen et une réévaluation des modalités régissant le paiement par l'Organisation des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance.

8. Le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1, il faudra ouvrir un crédit supplémentaire de 147 000 dollars au chapitre 14, le crédit ouvert au chapitre 18 pouvant être réduit de 231 000 dollars. En outre, il convient de noter que le Secrétaire général a l'intention de rendre compte de ces changements dans son premier rapport sur l'exécution du budget-programme de 1992-1993.

9. M. RAE (Inde) dit que, dans sa résolution 46/185, l'Assemblée générale a souligné l'importance que revêtent pour les pays en développement les activités relevant du chapitre 18 du budget-programme. A cette occasion, elle s'est inquiétée de la croissance négative proposée à ce chapitre. L'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 dont la Commission et saisie semble indiquer une réduction supplémentaire de 231 000 dollars. Le budget-programme prévoyait des crédits pour les frais de voyage et les indemnités de subsistance des experts membres des organes subsidiaires du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement; en revanche, dans l'état présenté par le Secrétaire général, des crédits sont prévus pour la nouvelle commission technique mais pas pour les groupes d'étude et les groupes de travail spéciaux qui se réuniront entre les sessions. Comme, aux termes du projet de résolution, ces groupes d'étude et de travail doivent se réunir, il faut bien leur allouer des ressources; mais s'il en est ainsi, on ne pourra pas réaliser les économies mentionnées. Cette question doit donc être élucidée.

10. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) dit que le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 constitue un premier pas dans le sens de l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1986, relative à la restructuration du Conseil économique et social, mais il regrette que l'on n'ait pas accompli davantage de progrès depuis cette date. S'agissant du financement des groupes d'étude et des groupes de travail spéciaux devant se réunir entre les sessions de la nouvelle Commission de la science et de la technique au service du développement, M. Michalski s'associe à la préoccupation exprimée par le représentant de l'Inde. Concernant la réunion spéciale d'experts qui doit se tenir au Burundi, il se demande s'il existe des textes permettant d'inscrire le coût de cette réunion au budget ordinaire.

11. M. CLAVIJO (Colombie) s'associe également à la préoccupation exprimée par le représentant de l'Inde. Lors de l'approbation du budget-programme, on avait souligné qu'il était indispensable que les programmes concernant la science et la technique soient intégralement exécutés. Les changements prévus dans le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 touchent à la forme et non au fond. Même si le Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement est supprimé, il sera nécessaire de poursuivre les travaux entre les sessions de la nouvelle commission technique. Si les chiffres présentés ont valeur indicative, on voit mal ce qui justifie les réductions prévues au chapitre 18. Les activités menées hors session doivent être financées par imputation sur les ressources prévues à cet effet dans le budget-programme. Il faudrait que le nouveau Département du développement économique et social formule des propositions concrètes concernant des mécanismes provisoires à mettre en place pour les activités hors session avant la première session de la nouvelle commission technique, au cours de laquelle elle examinera la question des dispositions financières et les modalités selon lesquelles seront organisés des groupes d'étude et groupes de travail spéciaux qui se réuniraient entre ses sessions.

12. M. SCHONLEITER (Allemagne) dit qu'au cours des négociations sur le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 il avait été convenu que les mesures dictées n'influenceraient pas sur le montant global des dépenses. Dans l'état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme, on indique des dépenses supplémentaires de 147 000 dollars au chapitre 14 et une réduction de 231 000 dollars au chapitre 18, mais il n'est pas question des incidences de la restructuration du Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, car on part de l'hypothèse que ce comité, sous sa nouvelle forme, se réunira au cours de l'exercice biennal 1994-1995. Comme dans le cas du Comité des ressources naturelles restructuré, on peut supposer que les besoins supplémentaires concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du nouveau Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement s'élèveront environ à 147 000 dollars. Il y aurait donc une augmentation nette du montant global des dépenses.

13. M. CARDOSO (Brésil) souscrit aux observations formulées par les représentants de l'Inde et de la Colombie. Le Brésil appuie le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1, qui s'inscrit dans le cadre du processus de restructuration et de revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes. Pour que ce processus soit efficace, il faut que les mandats actuels soient tous pleinement exécutés. L'Assemblée générale en a récemment reconnu la nécessité dans le cas particulier de la science et de la technique, aux termes de sa résolution 46/185. Dans l'annexe au projet de résolution A/46/L.57/Rev.1, il est indiqué que la future Commission de la science et de la technique au service du développement pourrait suivre la pratique actuelle du Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement, étant entendu, évidemment, qu'elle pourrait prendre d'autres arrangements pour obtenir l'appui nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. Compte tenu de ces deux aspects, à savoir l'accomplissement des mandats actuels et les décisions que prendra la nouvelle commission à sa première session, la délégation brésilienne estime qu'il faut maintenir les crédits actuellement ouverts jusqu'à ce que la future commission se soit prononcée et que l'on ait procédé aux transferts de ressources nécessaires à l'accomplissement des mandats dans le domaine de la science et de la technique.

14. M. INOMATA (Japon) souscrit entièrement aux observations du Président du Comité consultatif concernant le remboursement des frais de voyage et des indemnités de subsistance aux participants aux réunions de l'ONU. Il ressort du document A/C.5/46/83 que l'Organisation rembourse les frais de voyage des membres des commissions techniques du Conseil économique et social. La délégation japonaise se demande s'il est souhaitable que l'Organisation rembourse ces frais systématiquement, sans tenir compte des critères appliqués pour la désignation des membres des commissions ni des arrangements que pourrait conclure le Secrétaire général avec les Etats Membres. La nouvelle Commission pour la prévention du crime et la justice pénale est un exemple significatif à cet égard : bien que la Cinquième Commission n'ait pas approuvé les crédits additionnels demandés par le Secrétaire général dans son état des

(M. Inomata, Japon)

incidences sur le budget-programme (A/C.5/46/76), il semble que l'ONU prendra à sa charge les frais de voyage des membres de cette commission technique pour la session qui aura lieu à Vienne du 21 au 30 avril 1992.

15. La délégation japonaise rappelle les recommandations du groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, recommandations qui ont été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213. A son avis, les frais de voyage des participants aux réunions de l'Organisation ne devraient être remboursés que dans le cas des représentants des pays les moins avancés. De toute façon, l'examen des normes applicables en la matière, auquel s'est référé le Président du Comité consultatif, a commencé et il faut espérer que l'Assemblée le terminera à sa quarante-septième session. Comme mesure concrète, la délégation japonaise propose que la Cinquième Commission approuve les arrangements présentés par le Comité consultatif concernant l'examen du remboursement des frais de voyage et des indemnités connexes, comme suite à la section IX de la résolution 43/217 de l'Assemblée générale.

16. M. ETUKET (Ouganda) partage les préoccupations exprimées par les représentants de l'Inde, de la Colombie et du Brésil. En ce qui concerne le document A/C.5/46/83, il ressort de la déclaration du Président du Comité consultatif que celui-ci appuie la recommandation du Secrétaire général tendant à réduire de 231 000 dollars le crédit ouvert au chapitre 18 du budget-programme. Si des ressources supplémentaires étaient nécessaires, notamment pour la réunion qui doit se tenir en mai au Burundi, on procéderait à des transferts de ressources à l'intérieur de ce chapitre. La délégation ougandaise accorde une grande importance aux travaux qui seront réalisés lors de la réunion du Burundi et elle estime donc que ces activités devraient être financées par imputation sur le budget ordinaire. Comme l'ont signalé d'autres membres de la Commission, on ne sait pas, à ce stade, comment seront financées les activités prévues, y compris la réunion du Burundi; aussi n'est-il peut-être pas prudent que l'Assemblée générale autorise une réduction des ressources prévues au chapitre 18.

17. En ce qui concerne, par ailleurs, le futur Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, la délégation ougandaise ne voit pas très bien qu'il y ait un lien direct entre ce comité et le Comité des ressources naturelles. De surcroît, il n'y a pas, à sa connaissance, de mandat prévoyant que le nouveau comité doit se réunir pendant l'exercice biennal 1994-1995 et non pendant l'exercice biennal en cours; une décision de cette nature ne peut être prise que par l'Assemblée générale. En conséquence, en l'état actuel des choses, il ne semble pas que le paragraphe 7 du document A/C.5/46/83 soit justifié.

18. M. BAUDOT (Contrôleur par intérim) rappelle ce que tous les membres de la Commission savent parfaitement, à savoir que les états des incidences financières ont un caractère purement indicatif et que les recommandations du Comité consultatif et l'avis de la Cinquième Commission en la matière sont toujours pris en considération. Toutefois, il faut admettre que le document A/C.5/46/83 aurait pu être plus clair.

/...

(M. Baudot)

19. En réponse aux questions et demandes de précisions des délégations, M. Baudot signale tout d'abord que, si la Commission approuve la recommandation du Comité consultatif, cela ne signifie pas qu'elle va réduire les crédits prévus au chapitre 18 ou augmenter ceux du chapitre 14. Cela ne veut pas dire non plus qu'elle donnera son accord pour un transfert de ressources d'un chapitre à l'autre. La Cinquième Commission prendra simplement note du fait que la résolution de l'Assemblée générale pourrait avoir les incidences financières indiquées dans l'état présenté par le Secrétaire général. En tout état de cause, les incidences financières effectives seront indiquées dans les rapports sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993.

20. En second lieu, les ressources à prévoir au titre des services de conférence pour la nouvelle structure, calculées sur la base du coût intégral, seront inférieures aux ressources actuelles. En outre, le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 ne vise pas à réduire les dépenses mais à améliorer le mécanisme. C'est dans cet esprit également qu'a été établi l'état des incidences sur le budget-programme. En troisième lieu, la restructuration n'aura aucune répercussion sur l'exécution des mandats actuels, qu'il s'agisse des activités prévues au chapitre 18 du budget approuvé en décembre dernier ou de celles menées en application d'autres résolutions déjà adoptées par l'Assemblée générale dans le domaine de la science et de la technique au service du développement.

21. L'orateur, abordant des questions d'ordre pratique, indique que la réunion qui se tiendra en mai au Burundi sera assurément une réunion d'experts, mais que son rôle de préparation des travaux de la nouvelle commission sera comparable à celui du Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement. Il est fort probable que le coût de cette réunion, qui devrait être de l'ordre de 100 000 dollars, sera inférieur à celui des réunions du Comité consultatif. C'est au Conseil économique et social qu'il appartient de décider à quel moment la nouvelle commission devra se réunir en 1993. Peut-être conviendrait-il qu'elle tienne sa session en début d'année ou suffisamment tôt pour prendre des décisions concernant la création de groupes d'étude ou groupes de travail spéciaux et les modalités selon lesquelles ceux-ci seront organisés. Le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993 précisera les aspects financiers de cette question, compte tenu des crédits déjà ouverts au chapitre 18 du budget-programme.

22. S'il est proposé que le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables se réunisse au cours de l'exercice biennal 1994-1995, c'est parce qu'il a déjà tenu, sous sa forme actuelle, une session en février de cette année et qu'il est prévu qu'il se réunisse tous les deux ans. L'Assemblée générale peut certes décider que le Comité tiendra une session en 1993, mais il faudrait dans ce cas prévoir des ressources supplémentaires à cet effet dans le budget-programme. C'est pourquoi il n'est pas demandé de nouveaux crédits pour ce comité dans le document A/C.5/46/83.

/...

23. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) souhaite savoir si les groupes d'étude et les groupes de travail spéciaux pourront se réunir où ils le souhaitent ou si les règles générales exigeant que les organes se réunissent là où ils ont leur siège leur seront applicables.

24. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), se référant à la déclaration du représentant de l'Ouganda, et confirmant ce qu'a dit le Contrôleur par intérim, précise que le Comité consultatif ne recommande ni de diminuer le crédit ouvert au chapitre 18 ni d'augmenter celui qui est prévu au chapitre 14. Les éventuelles incidences financières de l'adoption du projet de résolution A/46/L.57/Rev.1 par l'Assemblée générale seront présentées par le Secrétaire général dans le rapport sur l'exécution du budget. Les points évoqués dans l'état des incidences le sont à titre indicatif et n'ont aucun caractère obligatoire.

25. M. RAE (Inde) note que les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des membres du Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement et des quatre groupes de travail étaient auparavant imputés sur le budget ordinaire et que, dans l'état des incidences sur le budget-programme, il n'est maintenant prévu que 175 000 dollars pour la Commission de la science et de la technique au service du développement. Il souhaiterait savoir si la différence de 231 000 dollars par rapport au crédit ouvert, qui apparaît comme une économie et dont le premier rapport sur l'exécution du budget-programme rendrait compte, serait disponible en 1993 pour les groupes d'étude et les groupes de travail spéciaux qui seront créés à l'issue de la première session de la nouvelle commission technique.

26. M. BAUDOT (Contrôleur par intérim), en réponse au représentant de l'Inde, dit que l'adoption du projet de résolution n'aura aucune incidence sur le chapitre 18 du budget. Il est simplement proposé que le crédit ouvert à ce chapitre serve, entre autres, à financer la réunion d'experts qui se tiendra au Burundi en mai. Il y aura d'autres occasions de formuler des recommandations et d'adopter des décisions relatives à l'enveloppe budgétaire correspondant à ce chapitre, notamment à l'occasion de l'examen du premier rapport sur l'exécution du budget-programme. En réponse à la question du représentant des Etats-Unis, M. Baudot indique qu'il ne peut pas dire avec certitude si la règle du siège s'appliquera aux réunions des groupes d'experts.

27. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que la règle du siège se fonde sur le principe selon lequel un organe disposant d'un secrétariat doit se réunir à l'endroit où ce dernier est établi. Comme les groupes d'étude et les groupes de travail spéciaux n'ont pas de secrétariat qui leur soit propre, ils n'ont pas de siège. C'est le Secrétaire général qui convoque leurs réunions, conformément aux instructions de l'Assemblée générale ou à sa discrétion, afin d'assurer au mieux l'exécution du programme d'activité adopté par l'Assemblée. Le Secrétaire général peut par conséquent décider de convoquer ces réunions là où il le juge approprié, en l'espèce au Burundi. L'ONU et le Gouvernement burundais se sont en effet mis d'accord pour que la réunion ait lieu dans ce pays.

28. M. CLAVIJO (Colombie) dit que l'on peut évaluer le coût des réunions du Comité des ressources naturelles à environ 147 000 dollars, mais il n'est pas certain que les estimations liées aux modifications qui pourraient être décidées par la Commission de la science et de la technique au service du développement soient adéquates. Etant donné que les chiffres indiqués sont incertains, il doute qu'il faille conserver le paragraphe 8 du document A/C.5/46/83. Peut-être pourrait-on le remplacer par un paragraphe où l'on exprimerait l'espoir d'une modification des activités hors session, sans indiquer de chiffres, et ne conserver que la première phrase du paragraphe 9, pour éviter toute confusion.

29. M. BAUDOT (Contrôleur par intérim) précise que c'est le texte proposé par le Président du Comité consultatif qui sera recommandé à l'Assemblée générale pour adoption. Par conséquent, peu importe que l'on conserve ou non certains paragraphes de l'état d'incidences.

30. M. GOMAA (Tunisie) se demande comment l'Assemblée générale pourra passer en revue l'exécution du programme à sa quarante-huitième session, en 1993, comme le prévoit le paragraphe 10 du projet de résolution A/43/L.57/Rev.1, si comme il est indiqué au paragraphe 3 du document A/C.5/46/83, le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement ne se réunit pas cette année.

31. M. BAUDOT (Contrôleur par intérim), en réponse au représentant de la Tunisie, dit qu'au paragraphe 10 du document A/46/L.57/Rev.1, il s'agit de passer en revue le processus de restructuration dans son ensemble et que les "mesures supplémentaires" évoquées ont trait à la restructuration en général. Etant donné que le comité existant s'est réuni au début de l'année et que le nouveau Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement doit se réunir tous les deux ans, il est prévu qu'il tienne sa première session pendant l'exercice biennal 1994-1995, sous réserve de la décision de l'Assemblée générale.

32. M. GOMAA (Tunisie) émet des réserves au sujet de l'interprétation du Contrôleur et dit qu'il s'agit en fait de passer en revue l'application des dispositions du projet de résolution A/46/L.57/Rev.1. On pourrait peut-être demander l'avis du Conseiller juridique au sujet de l'interprétation du paragraphe 10 afin que l'Assemblée générale puisse prendre une décision en connaissance de cause.

33. M. CONMY (Irlande) estime qu'un avis juridique ne serait d'aucune aide à la Cinquième Commission étant donné que la résolution en question n'a pas de caractère juridique et qu'elle traduit simplement la volonté politique de l'Assemblée générale. En outre, c'est à cette dernière de décider de la date à laquelle se réunira le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement et d'allouer les ressources supplémentaires voulues. Ces questions n'influeraient donc pas sur la décision de la Cinquième Commission concernant les incidences financières.

34. Le PRESIDENT se range à l'opinion du représentant de l'Irlande et demande au représentant de la Tunisie de se rallier au consensus.

35. M. GOMAA (Tunisie) dit que sa délégation n'a pas l'intention d'empêcher le consensus. Toutefois, la Tunisie entend soumettre la question à l'Assemblée générale et souhaite le faire dans le cadre de la Cinquième Commission car l'Assemblée pourrait renvoyer le projet de résolution devant la Commission lorsque se posera la question de l'interprétation des incidences financières au cas où il serait décidé que le nouveau Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement doit se réunir en 1993. La Tunisie se joindra au consensus mais soulèvera la question à l'Assemblée générale.

36. Le PRESIDENT propose que, compte tenu de l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/46/83) et des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale qu'au cas où elle adopterait le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1, les crédits supplémentaires à ouvrir au chapitre 14 et les économies prévues au chapitre 18 seraient indiqués dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993.

37. M. INOMATA (Japon) demande qu'il soit tenu compte de la proposition de sa délégation tendant à ce que la Cinquième Commission adopte les arrangements proposés par le Comité consultatif au sujet du paiement des frais de voyage et des indemnités de subsistance des représentants assistant aux réunions.

38. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que, afin de tenir compte de la proposition du Japon, la Commission pourrait, si elle le souhaite, accepter la suggestion du Président, qui n'est pas contraire à celle du Japon, et préciser ensuite qu'elle fait également siennes les observations et recommandations du Comité consultatif, vu que le texte sera publié ultérieurement comme document officiel de l'Assemblée générale. La Cinquième Commission ferait siennes les observations et recommandations du Comité consultatif étant entendu qu'à ce stade aucune recommandation n'est formulée concernant la réduction ou l'augmentation des crédits inscrits aux chapitres 14 et 18.

39. M. CLAVIJO (Colombie) demande s'il ne serait pas possible de remplacer, dans la proposition du Président, le mot "économies" par "changements" ou un mot approchant, à propos du chapitre 18, afin de ne pas préjuger de l'évolution dans le domaine de la science et de la technique.

40. M. KINCHEN (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) considère que si on emploie le mot "changements" dans un chapitre, il faut en faire autant dans les autres, ce qui, sans rien changer à la nature du texte, le rendrait moins clair.

/...

41. M. INOMATA (Japon) propose qu'on utilise la formule habituelle, à savoir que la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale de faire siennes les observations et recommandations du Comité consultatif.

42. M. ETUKET (Ouganda) souhaiterait que le Président donne lecture à la Commission du texte exact qui doit être adopté et qu'on évite aussi de donner des interprétations des projets de résolution. C'est ainsi que la délégation ougandaise a sa propre interprétation du document A/46/L.57/Rev.1, mais elle ne pense pas que ce soit le moment de soulever ce type de question.

43. Le PRESIDENT donne lecture du texte de sa proposition, à savoir que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale qu'au cas où elle approuverait le projet de résolution A/46/L.57/Rev.1, les ressources nécessaires au chapitre 14 (Département de la coopération technique pour le développement) et les prévisions de dépenses au chapitre 18 (Centre pour la science et la technique au service du développement) seront prises en compte dans les rapports sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 1992-1993, et recommande à l'Assemblée générale de faire siennes les observations et recommandations du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires. En l'absence, le Président considérera que la Commission souhaite approuver ce texte.

44. Il en est ainsi décidé.

45. M. RAE (Inde) dit que, s'il avait eu la possibilité de s'exprimer avant que le texte lu par le Président ne soit approuvé, il aurait soutenu énergiquement la proposition de la Colombie. Il souhaiterait en outre savoir quelles sont exactement les observations et recommandations du Comité consultatif dont fait état le texte approuvé.

46. Le PRESIDENT indique que la déclaration faite par le Président du Comité consultatif au début de la séance sera publiée et distribuée sous peu. Il espère que la demande du représentant de l'Inde sera ainsi satisfaite.

47. M. SEBURYAMO (Burundi) confirme que le Gouvernement burundais est disposé à organiser la réunion du Groupe d'experts en mai 1992, comme prévu. Les préparatifs de la réunion sont bien avancés. Le Burundi restera en contact étroit avec le Secrétariat pour mettre au point les derniers détails. La réunion du Groupe d'experts revêt un intérêt non seulement pour le Burundi mais aussi pour la majorité des pays les moins avancés.

48. M. SY (Sénégal) estime lui aussi qu'il s'agit d'une réunion importante. S'agissant du texte qui vient d'être approuvé, il répète qu'il ne faut en aucune façon encourager l'Assemblée générale à réduire, même à titre expérimental, les crédits ouverts au chapitre 18. Il est essentiel, pour des pays comme le Sénégal, que les activités correspondant à ce chapitre du budget soient menées à bien dans leur intégralité, d'où l'intérêt de la proposition de la Colombie.

49. Le PRESIDENT déclare que la Cinquième Commission a achevé l'examen du point 107 de l'ordre du jour.

QUESTIONS DIVERSES

50. M. BAUDOT (Contrôleur par intérim) indique à propos des points 109 (Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies) et 110 (Crise financière de l'Organisation des Nations Unies), que le document A/46/600/Add.1 a déjà été examiné lors de la quarante-sixième session et qu'aucune décision n'a été prise; il propose qu'il ne soit pas réexaminé dans l'immédiat car le Secrétariat et lui-même souhaitent étudier plus à fond les propositions qui y figurent. Il serait souhaitable d'y revenir avant la fin du mois de mai. Toutefois, la décision de reporter l'examen de ce document ne signifie nullement que la situation financière de l'Organisation se soit améliorée. Trente-cinq Etats Membres seulement ont versé leurs contributions de 1992 au titre du budget ordinaire, si bien que les arriérés atteignent un peu plus d'un milliard de dollars. S'agissant des opérations de maintien de la paix, la situation financière ne s'est pas non plus améliorée, avec un arriéré de quelque 600 millions de dollars. Les propositions relatives au financement des opérations de maintien de la paix au Cambodge seront soumises dès que possible au Comité consultatif et à la Cinquième Commission, au plus tard dans le courant de la première quinzaine de mai. Sur les 200 millions de dollars approuvés par l'Assemblée générale pour le lancement de ces opérations, il reste encore 150 millions de dollars à réunir.

51. Le PRESIDENT prend congé des membres de la Commission.

La séance est levée à 12 h 30.